



19 juillet 2010 #42

# La CPI semaine après semaine



## Situation au Darfour, Soudan

Dans la situation au Darfour (Soudan), la Chambre préliminaire I est actuellement saisie de trois affaires : *Le Procureur c. Ahmad Muhammad Harun (Ahmad Harun) et Ali Muhammad Ali Abd-Al-Rahman (Ali Kushayb)*, *Le Procureur c. Omar Hassan Ahmad Al Bashir*, *Le Procureur c. Bahar Idriss Abu Garda* et *Le Procureur c. Abdallah Banda Abakaer Nourain (Banda) et Saleh Mohammed Jerbo Jamus (Jerbo)*. Trois mandats d'arrêt ont été délivrés par la Chambre préliminaire I à l'encontre de MM. Harun, Kushayb et Al Bashir. Les trois suspects sont actuellement en fuite. Une citation à comparaître a été adressée à Abu Garda, qui a comparu volontairement devant la Chambre le 18 mai 2009. Le suspect n'est pas détenu par la CPI. Après l'audience de confirmation des charges, le 8 février 2010, la Chambre préliminaire I a refusé de confirmer les charges. Deux autres citations à comparaître ont été délivrées contre M. Banda et M. Jerbo qui ont comparu volontairement devant la Chambre de première instance I le 17 juin 2010.

## La Chambre préliminaire I délivre un second mandat d'arrêt contre Omar Al Bashir pour génocide

Le 12 juillet la Chambre préliminaire I de la Cour pénale internationale (CPI) a délivré un second mandat d'arrêt contre le président du Soudan, Omar Hassan Ahmad Al Bashir, considérant qu'il y a des motifs raisonnables de croire en sa responsabilité pénale pour trois chefs de génocide à l'encontre des groupes ethniques des Four, Masalit et Zaghawa : génocide par meurtre, génocide par atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale, et génocide par soumission intentionnelle de chaque groupe ciblé à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique.



Omar Al Bashir © UN Photo/ Stuart Price

Ce second mandat d'arrêt ne remplace ni ne révoque en aucun cas le premier mandat d'arrêt délivré à l'encontre de M. Al Bashir le 4 mars 2009, qui demeure en vigueur. Dans ce dernier, la Chambre préliminaire I avait considéré qu'il y a des motifs raisonnables de croire que M. Al Bashir a engagé sa responsabilité pénale pour cinq chefs de crimes contre l'humanité (meurtre, extermination, transfert forcé de population, torture et viol) et deux chefs de crimes de guerre (fait de diriger intentionnellement des attaques contre la population civile en tant que telle ou contre des civils qui ne participent pas directement aux hostilités et pillage).

La Chambre préliminaire I avait, le 4 mars 2009, rejeté la requête du Procureur en ce qui concerne la charge de génocide. Le 6 juillet 2009, le Procureur avait interjeté appel contre cette décision. Le 3 février 2010, la Chambre d'appel a rendu son **arrêt concernant l'appel interjeté par le Procureur**, par lequel elle a annulé, à l'unanimité, la décision rendue le 4 mars 2009 par la Chambre préliminaire I, en ce que celle-ci avait décidé de ne pas délivrer de mandat d'arrêt à raison de la charge de génocide en appliquant une norme erronée d'administration de la preuve. La Chambre d'appel a alors demandé à la Chambre préliminaire de statuer à nouveau sur la question de savoir si le mandat d'arrêt devrait être élargi pour couvrir cette charge. Appliquant la bonne norme d'administration de la preuve identifiée par la Chambre d'appel, la Chambre préliminaire I a conclu aujourd'hui qu'il y a des motifs raisonnables de croire que M. Al Bashir a agité avec l'intention spécifique de détruire, en partie, les groupes ethniques des Four, Masalit et Zaghawa.

La Chambre préliminaire I a demandé au Greffier de la Cour de préparer une requête supplémentaire de coopération sollicitant l'arrestation et la remise d'Omar Al Bashir pour les chefs d'accusation énumérés dans le premier et le second mandat d'arrêt. Le Greffier transmettra ces requêtes au Soudan, à tous les États parties au Statut de Rome et à tous les membres du Conseil de sécurité de l'ONU qui ne sont pas parties au Statut ; il devra également transmettre à tout autre État, si les circonstances l'exigent, toute requête additionnelle d'arrestation et de remise à la Cour.

### Décisions adoptées entre le 12 et le 17 juillet 2010

#### Affaire Al Bashir

#### Second Decision on the Prosecution's Application for a Warrant of Arrest

Rendue par la Chambre préliminaire I, le 12 juillet 2010

#### Second Warrant of Arrest for Omar Hassan Ahmad Al Bashir

Rendu par la Chambre préliminaire I, le 12 juillet 2010

### Situation en République démocratique du Congo

Dans cette situation, les trois affaires suivantes sont en cours d'examen par les chambres concernées : *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, *Le Procureur c. Bosco Ntaganda* et *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui*. Les accusés Thomas Lubanga Dyilo, Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui sont actuellement détenus par la Cour, tandis que le suspect Bosco Ntaganda demeure en fuite. Dans l'affaire *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, le procès s'est ouvert le 26 janvier 2009. Le procès dans l'affaire *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui* s'est ouvert le 24 novembre 2009.

### La Chambre de première instance I ordonne la mise en liberté de Thomas Lubanga Dyilo- La décision n'est pas encore exécutoire

Comme suite à la **décision** imposant une suspension inconditionnelle de la procédure engagée dans l'affaire *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, la Chambre de première instance I de la Cour pénale internationale (CPI) a décidé, le 15 juillet, la mise en liberté de Thomas Lubanga Dyilo. Les juges ont considéré qu'un accusé ne peut être maintenu en détention préventive sur la base d'une spéculation sur une éventuelle reprise des procédures.

Cependant, comme l'a précisé le juge président Adrian Fulford, la décision ne sera pas immédiatement exécutoire. Celle-ci n'est pas applicable avant que le délai de cinq jours, ouvert pour interjeter appel contre la décision, expire. En outre, dans le cas où un appel serait interjeté et s'il était demandé que l'appel ait un effet suspensif, l'accusé resterait en détention jusqu'à ce que la Chambre d'appel se soit prononcée sur la suspension de la décision de mise en liberté. La Chambre a également précisé qu'une décision de mise en liberté n'est exécutoire qu'une fois les dispositions nécessaires prises pour le transfèrement de l'intéressé dans un État tenu de le recevoir.



Thomas Lubanga Dyilo © ICC-CPI/Ed Oudenaarden

Dans sa décision orale, la Chambre de première instance I a également donné l'autorisation à l'Accusation d'interjeter appel contre la décision suspendant la procédure. En outre, elle a décidé de reporter toute action relative à des sanctions en cas d'inconduite à l'audience (article 71 du Statut de Rome) jusqu'à ce que la Chambre d'appel statue sur cet appel. Comme l'a expliqué le juge Fulford, le Procureur n'a pas exécuté deux des ordonnances de la Chambre, délivrées le 7 juillet 2010. Pour les raisons expliquées dans la décision de suspension du procès, ceci constituait, de l'opinion des juges, un refus délibéré et totalement injustifié de suivre les indications de la Chambre. Cependant, le juge a conclu que la question des sanctions doit attendre le résultat de l'appel.

Le 8 juillet dernier, la Chambre de première instance I avait imposé la suspension du procès considérant que l'équité des procédures à l'encontre de l'accusé n'était plus garantie, du fait du non respect par l'Accusation des ordonnances émises par la Chambre. La Chambre avait ordonné au Bureau du Procureur de divulguer confidentiellement à la Défense les noms de l'intermédiaire 143 ainsi que d'autres informations sur son identité.

Thomas Lubanga Dyilo est accusé d'avoir commis, en tant que coauteur, des crimes de guerre pour avoir procédé à l'enrôlement et la conscription d'enfants âgés de moins de 15 ans dans les rangs des Forces patriotiques pour la libération du Congo et les avoir fait participer activement à des hostilités en Ituri, un district de la Province orientale de la République démocratique du Congo, entre septembre 2002 et août 2003.

Le Gouvernement de la République démocratique du Congo a saisi la Cour en avril 2004. L'affaire *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo* est la première qui s'inscrit dans le cadre de cette situation, les autres affaires sont *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui* et *Le Procureur c. Bosco Ntaganda*. Bosco Ntaganda n'a pas encore été arrêté. Les enquêtes se poursuivent en République démocratique du Congo.

### La Chambre d'appel confirme la décision rejetant la requête de Germain Katanga en suspension des procédures

Le 12 juillet la Chambre d'appel de la Cour pénale internationale (CPI) a décidé à la majorité, les juges Kourula et Trendafilova émettant une opinion dissidente, de rejeter l'appel de Germain Katanga contre la décision intitulée « Décision relative à la requête de la Défense de Germain Katanga en illégalité de la détention et en suspension de la procédure » rendue par la Chambre de première instance II, le 20 novembre 2009. Daniel Nsereko, juge président la Chambre pour cet appel, a délivré un résumé de l'arrêt en audience publique.

Le 30 juin 2009, M. Katanga avait soumis une requête en illégalité de la détention et en suspension de la procédure à son encontre en raison de son arrestation et détention prétendument illégales en République démocratique du Congo (RDC) avant sa remise à la Cour. Le 20 novembre 2009, la Chambre de première instance II a rejeté la requête de la Défense sans se prononcer sur son bien-fondé, considérant que la requête avait été déposée tardivement, étant donné que la requête avait été déposée sept mois après l'invitation faite par la Chambre aux parties à lui adresser toutes questions pertinentes sur lesquelles elles souhaitent que la Chambre se prononce.



Katanga © ICC-CPI/Michael Kooren

La Chambre d'appel a relevé que les textes juridiques de la Cour soulignent le besoin de diligence et de célérité des procédures ; elle a précisé être d'accord avec la conclusion de la Chambre de première instance II selon laquelle les parties doivent agir « en temps utile » ou dans un délai raisonnable, afin de respecter l'efficacité et l'économie judiciaire dans le cadre procédural de la Cour. La Chambre d'appel a conclu que la décision de la Chambre de première instance ne contrevenait pas au droit de M. Katanga à un procès équitable et qu'il avait été prévenu suffisamment en avance et avait eu l'occasion de lever cette question de l'illégalité de son arrestation et de sa détention en RDC.

De son côté, l'opinion dissidente a considéré que la Chambre de première instance s'était trompée en décidant que la requête de la Défense n'était pas recevable du fait qu'elle ait été déposée à un stade trop avancé des procédures. De ce fait, l'opinion dissidente a conclu que la décision de la Chambre de première instance devait être annulée et renvoyée à la Chambre de première instance pour examen du fond.

Pour atteindre cette conclusion, les juges Erkki Kourula et Ekaterina Trendafilova ont considéré que la Chambre de première instance s'était trompée en établissant, pour la première fois dans cette décision, des conditions applicables à la requête de la Défense et en les appliquant de façon rétroactive au détriment de M. Katanga. Ils ont également considéré que la Chambre de première instance s'était trompée dans l'exercice de son pouvoir discrétionnaire en ce qu'elle n'a pas justement préservé l'équilibre des éléments prévus dans l'article 64-2 du Statut de Rome, en donnant trop d'importance à la célérité des procédures aux dépens des droits de M. Katanga.

### Décisions adoptées entre le 12 et le 17 juillet 2010

#### Affaire Katanga et Ngudjolo Chui

#### **Judgment on the Appeal of Mr Katanga Against the Decision of Trial Chamber II of 20 November 2009 Entitled "Decision on the Motion of the Defence for Germain Katanga for a Declaration on Unlawful Detention and Stay of Proceedings"**

Rendu par la Chambre d'appel le 12 juillet 2010

#### **Scheduling Order for the Judgment on the Appeal of Mr Katanga Against the Decision of Trial Chamber II of 22 January 2010 Entitled "Decision on the Modalities of Victim Participation at Trial"**

Rendue par la Chambre d'appel, le 14 juillet 2010

#### **Second Scheduling Order for the Judgment on the Appeal of Mr Katanga Against the Decision of Trial Chamber II of 22 January 2010 Entitled "Decision on the Modalities of Victim Participation at Trial"**

Rendue par la Chambre d'appel le 15 juillet 2010

**Decision on Request to admit prior recorded testimony of P-30 as well as related video excerpts**

Rendue par la Chambre de première instance II, le 15 juillet 2010

**Ordonnance urgente relative à la mise en oeuvre de mesures de protection concernant l'intermédiaire 143 expurgée**

Rendue par la Chambre de première instance II, le 16 juillet 2010

**Judgment on the Appeal of Mr Katanga Against the Decision of Trial Chamber II of 22 January 2010 Entitled "Decision on the Modalities of Victim Participation at Trial"**

Rendu par la Chambre d'appel le 16 juillet 2010

**Situation en République centrafricaine**

Dans l'affaire *Le Procureur c. Jean-Pierre Bemba Gombo*, la seule actuellement en cours d'examen dans le cadre de cette situation, la Chambre préliminaire II a, le 15 juin 2009, confirmé deux charges de crimes contre l'humanité et trois charges de crimes de guerre, et a renvoyé l'accusé pour être jugé devant une Chambre de première instance. L'ouverture du procès, initialement programmée au 14 juillet 2010, a été reportée.

**Décisions adoptées entre le 12 et le 17 juillet 2010****Affaire Bemba****Instructions relatives à la soumission d'observations en vertu de l'article 19-3 du Statut de Rome et de la règle 59-3 du Règlement de procédure et de preuve**

Rendues par la Chambre d'appel, le 12 juillet 2010

**Corrigendum to Decision on the participation of victims in the trial and on 86 applications by victims to participate in the proceedings**

Rendu par la Chambre de première instance III, le 12 juillet 2010

**Order on the filing of a response by the Prosecutor to Mr Bemba's "Requête de la Défense aux fins d'obtenir l'extension de délai"**

Rendue par la Chambre d'appel le 13 juillet 2010



Jean-Pierre Bemba Gombo ©  
ICC-CPI/Ed Oudenaarden

**Order inviting the parties' observations on 192 victims' applications**

Rendue par la Chambre de première instance III, le 16 juillet 2010

**Decision on the request for an extension of the time limit**

Rendue par la Chambre d'appel, le 15 juillet 2010

**Liens utiles**

Les procédures se déroulant dans la salle d'audience peuvent être suivies sur le site internet de la CPI : [www.icc-cpi.int](http://www.icc-cpi.int)

Vous pouvez également consulter le **calendrier des audiences**.

Des résumés audiovisuels sont disponibles sur notre **chaîne Youtube**.

**Evénements****La Cour pénale internationale lance un nouveau service sur Twitter afin de tenir les utilisateurs informés**

Le 16 juillet, la Cour pénale internationale (CPI) a lancé un **compte Twitter** afin de partager les informations relatives aux activités de la Cour et d'envoyer en temps réel des informations sur l'actualité de la Cour. L'utilisation de ce réseau social, ainsi que la **chaîne YouTube de la CPI** lancée précédemment, sont le fruit de nouvelles initiatives lancées par la Cour en matière de communication pour faire connaître l'actualité de la CPI de manière plus diversifiée et plus transparente.

Constituées de messages courts, de 140 caractères au plus, les mises à jour sur Twitter, appelées communément Tweets, diffuseront des annonces et des informations concises sur les affaires, les communiqués de presse de dernières minutes ainsi que tout changement dans le

calendrier des audiences. Twitter sera également utilisé pour tenir les utilisateurs au courant de tout événement, des activités sur le terrain, des offres d'emploi, du lancement de nouvelles vidéos et d'autres informations relatives à l'actualité de la Cour.

Les utilisateurs peuvent s'inscrire au service « suivre l'actualité de la Cour » et ainsi recevoir immédiatement les dernières mises à jour effectuées sur l'ensemble des messages ou les Tweets de la Cour sur Twitter, et ont la possibilité, s'ils le souhaitent, de partager ces informations avec ceux qui suivent l'actualité de leur Twitter personnel.

Ces nouveaux services en ligne viennent compléter les informations déjà disponibles sur **le site de la CPI**, qui demeure la principale source d'informations officielles à l'intention du grand public.

La CPI utilise les réseaux sociaux pour s'assurer des moyens plus diversifiés de faire connaître au monde entier l'actualité de la CPI. En mars dernier, la Cour a lancé sa **chaîne officielle YouTube**. Visionnée plus de 40 000 fois déjà, celle-ci remporte un grand succès et a déjà permis d'accroître la visibilité de la Cour et l'impact de sa communication. Ces prochains mois, la Cour poursuivra le développement de sa communication en ligne en utilisant, entre autres, les nouveaux outils de communication comme Flickr, pour mettre en ligne et télécharger des photographies.

---

### La CPI célèbre la Journée de la justice pénale internationale

Le 17 juillet, la Cour pénale internationale (CPI) a officiellement commémoré pour la première fois la Journée de la justice pénale internationale. La date du 17 juillet a en effet été sélectionnée par l'Assemblée des Etats parties au cours de la Conférence de révision du Statut de Rome qui s'est tenue à Kampala (Ouganda) en juin dernier. Cette date marque l'anniversaire de l'adoption du Statut de Rome, le traité fondateur de la CPI.

« Nous avons effectivement de bonnes raisons de célébrer le 17 juillet. Cette journée témoigne des extraordinaires progrès accomplis dans le domaine de la justice pénale internationale. Il faut pourtant nous garder de crier victoire car un nombre incalculable de civils innocents continuent d'être victimes de terribles atrocités dans différentes parties du monde », a déclaré le juge Sang-Hyun Song, Président de la CPI.

En adoptant cette date, les Etats parties au Statut ont réaffirmé leur engagement, précédemment exprimé dans le **préambule du Statut**, à mettre un terme à l'impunité des auteurs d'atrocités qui défient l'imagination, ceci dans l'intérêt des générations présentes et futures.

Le président Song a souligné le fait que « les États parties ont confié à la Cour une mission de la plus haute importance, celle de mettre en pratique les nobles principes énoncés dans le Statut de Rome ». Il a appelé l'ensemble des Etats parties à « adopter une législation qui permette de coopérer efficacement avec la Cour ». Finalement, le Président de la Cour pénale internationale a encouragé tous les États qui ne l'ont pas encore fait à ratifier le Statut de Rome ».

Diverses activités, telles que des tables-rondes, séminaires et réunions publiques ont été organisées en coopération avec des ONG locales dans les pays dans lesquels la Cour enquête. En outre, la municipalité de La Haye, où se trouve le siège de la Cour, a hissé 50 drapeaux en l'honneur de cette journée.

Pour le discours du Président, **cliquer ici**.

Pour le message vidéo du Président, **cliquer ici**.

Pour la vidéo commémorant la Journée de la justice pénale internationale, **cliquer ici**.

## Calendrier

| JUILLET 2010   |       |          |       |          |        |          |
|--|-------|----------|-------|----------|--------|----------|
| lundi  | mardi | mercredi | jeudi | vendredi | samedi | dimanche |
| 19   | 20    | 21       | 22    | 23       | 24     | 25       |
| Vacances judiciaires (17 juillet - 8 août)   |       |          |       |          |        |          |
| 26   | 27    | 28       | 29    | 30       | 31     |          |
| AOÛT 2010  |       |          |       |          |        |          |
|  |       |          |       |          |        | 1        |
| Vacances judiciaires (17 juillet - 8 août)   |       |          |       |          |        |          |
| 2  | 3     | 4        | 5     | 6        | 7      | 8        |
| Vacances judiciaires (17 juillet - 8 août)   |       |          |       |          |        |          |
| 9  | 10    | 11       | 12    | 13       | 14     | 15       |
| 16   | 17    | 18       | 19    | 20       | 21     | 22       |
| <b>Événements futurs</b><br>22 novembre 2010 : date fixée pour l'ouverture de l'audience de confirmation des charges dans l'affaire <i>Le Procureur c. Abdallah Banda Abkaer Nourain (Banda) et Saleh Mohammed Jerbo Jamus (Jerbo)</i> . |       |          |       |          |        |          |

Le calendrier est susceptible de changements de dernière minute